

Consignes :

Après avoir laissé tomber GPT qui est de plus en plus nul, j'ai trouvé ces « 25 dates clés » du conflit au Proche Orient sur le site <https://www.diploweb.com/Comment-comprendre-le-conflit-israelo-palestinien-de-ses-origines-au-7-octobre-2023.html> Génial ! Mais mon explorateur me les a mis à l'envers.. Les événements classés par ordre alphabétique, et les dates en chrono... Pouvez m'aider assisuplai, en associant les bonnes dates aux bons événements.... ?

Ici les dates :

1917 : 1917-1948 : 1920 : 1946 : 29 novembre 1947 : 14 mai 1948 : 1948-1949 : 28 mai 1964 : 5 juin 1967 : 6 octobre 1973 : 1987 : 15 novembre 1988 : 1991 : 13 septembre 1993 : 4 novembre 1995 : Juillet 2000 : 28 septembre 2000 : 2002 : 2003 : 2005 : 2006 : 2007 : 2009 : 2020 : 7 octobre 2023 :

	À la suite de la déclaration de Balfour, de nombreux juifs font leur « <i>alya</i> » (acte d'immigration en « terre promise »). Ils passent d'environ 70 000 personnes en 1917 à environ 650 000 début 1948. Le mouvement est accéléré par le génocide contre la population juive en Europe (5 à 6 millions de victimes, représentant 50 % de la population juive d'Europe).
	Après l'échec de Camp David, Ariel Sharon, chef de l'opposition nationaliste de droite en Israël, fait une visite controversée sur l'esplanade des Mosquées/Mont du temple à Jérusalem (Voir Lexique en pied de page). La deuxième <i>intifada</i> , encore plus meurtrière que la première, éclate.
	Ariel Sharon, qui a été élu Premier Ministre d'Israël, prend la décision de construire « un mur de sécurité » (Voir Lexique en pied de page) entre Israël et les Territoires palestiniens.
	Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires Étrangères, adresse une lettre ouverte au Lord Lionel Walter Rothschild, figure du mouvement sioniste, et déclare être en faveur de l'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine qui jusqu'ici faisait partie de l'Empire Ottoman.
	Benjamin Netanyahu est élu Premier Ministre d'Israël, il encourage nettement la colonisation en Cisjordanie et durcit la politique sécuritaire.
	David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël.
	Début de la première <i>intifada</i> – « la guerre des pierres ». Le peuple palestinien se soulève contre l'occupation israélienne. Les violentes émeutes, brutalement réprimées par l'armée israélienne, durent jusqu'en 1993. C'est au début de la première <i>intifada</i> que naît le Hamas ; à l'origine, un mouvement de jeunes inspirés par les Frères musulmans et qui estimaient que l'OLP ne combattait pas suffisamment Israël et qu'il fallait organiser la résistance armée.
	Depuis la bande de Gaza, le Hamas conduit une série d'attaques et d'atrocités contre des militaires et civils israéliens. 1 200 Israéliens sont tués et 240 otages sont amenés dans la bande de Gaza. En représailles, une opération militaire israélienne, visant à éliminer le Hamas, est lancée contre Gaza. Début février 2024, le ministère de la Santé de Gaza compte plus de 27 000 morts Palestiniens.
	Des élections législatives sont organisées en Palestine et remportées par le Hamas. Les élections ont été surveillées par des observateurs internationaux qui en ont validé le bon déroulement démocratique. Pourtant, lorsque le Hamas a remporté ces élections, la communauté internationale a choisi de ne pas reconnaître le résultat et de faire pression sur l'Autorité Palestinienne pour qu'ils ne donnent pas le pouvoir au Hamas, vainqueur des urnes.
	Des négociations reprennent à Camp David, sous l'égide des États-Unis. Les questions territoriales, le statut de Jérusalem et la question des réfugiés palestiniens paralysent le processus qui finit par échouer. Yasser Arafat est accusé d'avoir fait échouer les pourparlers.
	Donald Trump, en présence de Netanyahu, présente « le plan de paix américain pour le conflit israélo-palestinien » qui a été négocié sans les Palestiniens. Ces derniers refusent ce plan favorable à Israël. Les accords d'Abraham sont pourtant signés et normalisent les relations d'Israël avec les Émirats Arabes Unis et le Bahreïn, puis, avec le Soudan et le Maroc.

	Israël lance une offensive contre l'Égypte. La guerre dure six jours. Israël, qui s'oppose à l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, l'Irak et le Liban, remporte une victoire écrasante. Les Israéliens ont tout conquis : la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan, la péninsule du Sinaï et Jérusalem-Est. Les voisins arabes finissent par récupérer leurs territoires, mais les Palestiniens, n'ont plus jamais repris le contrôle de leurs terres. Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 qui condamne l'acquisition des territoires par la guerre.
	La première guerre israélo-arabe oppose Israël au Liban, la Syrie, l'Égypte, la Jordanie et les Palestiniens. Envers et contre tous, l'État juif récupère 78% du territoire. Les 22% restant sont annexés par la Jordanie (la Cisjordanie) et l'Égypte (bande de Gaza). Pour les Palestiniens, c'est la « <i>Nakba</i> » - la catastrophe – plus de 800 000 personnes fuient la Palestine.
	L'Égypte et la Syrie lancent une attaque surprise et inédite contre Israël, au moment de Yom Kippour, fête juive. Israël parvient finalement à repousser l'offensive. À la suite de cette guerre du Kippour, l'Égypte et Israël signent un accord de normalisation des relations à camp David, et Israël se retire du Sinaï (1978). L'Égypte est suspendue de la Ligue arabe. Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 338 qui demande l'application de la résolution 242 et décide qu'un processus de négociation doit commencer.
	Le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza , tandis que l'Autorité Palestinienne garde le contrôle sur la Cisjordanie. Depuis, la Palestine est divisée politiquement et plus aucune élection n'a pu être organisée.
	Le plan de partage de la Palestine est adopté (résolution 181), malgré l'opposition de tous les États arabes. Ce plan prévoit la division de la Palestine en trois secteurs : le secteur arabe (45%), le secteur juif (55%) et Jérusalem sous tutelle de l'ONU.
	Le Royaume-Uni est dépassé par les tensions qui surgissent entre les Arabes et les Juifs en Palestine mandataire. Ils abandonnent le dossier qu'ils transmettent à l'ONU.
	Les accords d'Oslo sont scellés par une poignée de main historique entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Le processus d'Oslo s'est déroulé dans le secret, en parallèle des négociations à Madrid qui n'aboutissaient pas. L'accord est une déclaration de principes qui donne naissance à l'Autorité Palestinienne et qui prévoit une période de transition de 5 ans afin d'aboutir à la création d'un État palestinien. Cette période de transition n'a jamais été dépassée et les accords n'ont finalement jamais été appliqués.
	L'initiative de Genève, qui prévoit un plan de paix très détaillé, est signé par Yossi Beilin, Ministre israélien et Yasser Abd Rabbo, Ministre palestinien. L'accord est reconnu par l'Autorité Palestinienne mais rejeté par Ariel Sharon et le Hamas. Le plan de paix n'a jamais été appliqué.
	L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est créée afin de représenter le peuple palestinien et organiser la résistance contre Israël et la récupération de leur terre. Yasser Arafat prend la tête de l'organisation.
	Lors la chute de l'Empire Ottoman, la Société Des Nations (SDN) attribue au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine. Les Britanniques administrent le territoire.
	Mahmoud Abbas succède à Yasser Arafat, mort en 2004, à la tête de l'OLP. Israël se retire de la bande de Gaza après 38 ans d'occupation, conformément au plan de désengagement unilatéral d'Ariel Sharon.
	Pendant son discours sur la paix, Yitzhak Rabin, Premier Ministre israélien, est assassiné par un juif extrémiste opposé aux accords d'Oslo.
	Première tentative de négociation à Madrid entre Israël et les pays arabes sous l'égide des États-Unis et de l'URSS. Les Palestiniens sont intégrés dans une délégation jordano-palestinienne.
	Yasser Arafat, qui jusqu'ici refusait le plan de partage de l'ONU et prônait la résistance armée, annonce la création d'un État palestinien sur le principe des résolutions 181, 242 et 338 ; et de ce fait, reconnaît implicitement Israël.